

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Taslime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Catherine RIBOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Rapport annuel du délégataire de l'exercice 2022 - Rapport 2022 sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Examen

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018. Par délibération du 21 septembre 2021, un avenant au contrat DSP a autorisé la substitution en qualité de délégataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée TaM VOIRIE.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1^{er} juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à un examen.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP stationnement payant sur voirie sur l'année 2022 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de municipal par délibération du 18 juillet 2023 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes présidée par Madame Fanny DOMBRE-COSTE en date du 7 novembre 2023 ;

- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Michel ASLANIAN, en date du 30 novembre 2023.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du CGCT, un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) a été établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante. Ce rapport est annexé à la présente délibération.

Il est désormais proposé au conseil municipal de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO.

I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public du stationnement payant sur voirie de la Ville de Montpellier, y compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des Forfaits Post-Stationnement (FPS) avec transmission à l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions (ANTAI) ainsi que l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Au démarrage du contrat, le délégataire était la société dédiée « *TaM Voirie* » filiale à 100% de la SAEML TaM. Un avenant a autorisé la substitution en qualité de délégataire de la société TaM en lieu et place de la société dédiée TaM Voirie. En 2022, la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM a été transformée en Société Publique Locale (SPL), avec un actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole pour 68,63%, la Ville de Montpellier pour 31,08% dont le poste de Présidence et la Ville de Pérols pour 0,29%). Le capital de la société inchangé en 2022 s'élève à 4 286 K€. La délégation s'étend du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2022 porte donc sur la 5^{ème} année de délégation.

Depuis le 1^{er} janvier 2021, la Ville a renouvelé pour une durée de 3 ans, la convention avec l'ANTAI, pour une gestion en cycle complet.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué :

A/ L'activité :

1. Fréquentation :

Par délibération du 16 décembre 2021 et du 11 octobre 2022, la Ville a approuvé des avenants introduisant des évolutions du zonage du stationnement réglementé, notamment la création d'une zone très courte durée (zone rouge).

La fréquentation provient essentiellement des visiteurs horaires, en augmentation de 7,5% par rapport à 2021 et atteignant 2 389 064 usagers (49.6% en zone orange, 32.3% en zone jaune et 17.5% en zone verte, 0.03% zone rouge). Mais la fréquentation est également liée aux abonnements, soit 17 495 profils ouverts, ils affichent une augmentation de 14 %. Le nombre de contrats résidents ouverts affiche une hausse de 6,3 % (12 821 contre 12 057 en 2021) et les professionnels de 29% (1 419 contre 1 096). Il est à noter le maintien d'une baisse de la proportion des abonnements résidents transports en commun, soit 18,3% des abonnements résidents (21,8 % en 2021).

Certains usagers bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment 3 255 profils ouverts pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR).

Les abonnés ont basculé majoritairement vers la dématérialisation (60 %), alors que les visiteurs horaires utilisent en grande partie (67,8 %) les horodateurs.

2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement ; soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un FPS applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 863 490 véhicules. Seuls 16 % des véhicules contrôlés n'ont pas payés leur redevance de stationnement et se voient attribuer un FPS. Le nombre de FPS émis en 2022 affiche une augmentation de 38,4 % par rapport à 2021. 296 793 FPS ont été émis : 35 % en zone jaune ; 48 % en zone orange ; 17 % en zone verte.

3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

Le FPS relève, dès son émission, du tarif nominal (zones rouge et orange : 35 euros ; zone jaune : 40 euros ; zone verte : 30 euros). L'ANTAI adresse l'avis de paiement par courrier au domicile de l'utilisateur, qui a la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis avant majoration. Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques procède ensuite au recouvrement.

B/ Principaux moyens mis en œuvre :

1. Les effectifs :

La moyenne des effectifs dédiés à la DSP Stationnement est la suivante :

- 13 agents sont affectés au contrôle ;
- 1 agent est affecté à la planification, et à la coordination ;
- 2 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires ;
- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte ;
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

La commercialisation des abonnements et services est réalisée dans les espaces mobilité de TaM.

2. Investissements :

La mise en œuvre de la dépenalisation du stationnement payant s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

Au 31 décembre 2022, le parc total comprend 698 horodateurs :

- 639 horodateurs en service sur le domaine public ;
- 10 horodateurs vandalisés à remettre en état ;
- 22 horodateurs vandalisés non réparables ;
- 27 horodateurs stockés pour renforcer le maillage existant en cas de besoin.

L'année 2022 a vu la mise en œuvre de deux véhicules LAPI (Lecture Automatisée de Plaques d'Immatriculation), venant renforcer la première acquisition de 2021.

C/ Qualité de service :

La contestation de la redevance de stationnement relève de l'ordre juridictionnel administratif. L'automobiliste peut contester son FPS selon une procédure organisée en deux temps :

1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire, sous un délai d'un mois. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 6 % des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 17 713 RAPO reçus :

- 79,7 % des recours ont été admis et conduisent à la suppression du FPS,
- 20,3 % des recours ont été rejetés.

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par le délégataire lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite. Le délai moyen de traitement est de 7 jours.

2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, ou que le délai d'un mois est expiré, l'utilisateur a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant (CCSP). Cette juridiction administrative spécialisée, installée à Limoges, a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie.

340 décisions ont été rendues par la CCSP en 2022 :

- 92% sont des décisions d'acceptation et conduisent à l'annulation du FPS ;
- 8% sont des décisions de rejet.

D/ La grille tarifaire :

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

Les tarifs du stationnement ont été modifiés à compter du 1^{er} novembre 2022 comme suit :

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
Tarif 1 heure	2,30 €	1,50 €	1,00 €
Tarif 2 heures	4,60 €	3,00 €	1,50 €
Tarif 3 heures	10,20 €	4,50 €	2,00 €
Tarif 4 heures	17,00 €	6,00 €	2,50 €
Tarif 5 heures	40,00 €	10,00 €	3,00 €
Tarif 6 heures		18,00 €	3,50 €
Tarif 7 heures		35,00 €	4,00 €
Tarif 8 heures			4,50 €
Tarif 9 heures			5,00 €
Tarif 10 heures			30,00 €

Horaires	Zone Rouge Très Courte durée
30 minutes gratuites	0,00 €
Tarif 31 ^{ème} minute	8,00 €
Tarif 32 ^{ème} minute	15,00 €
Tarif 33 ^{ème} minute	22,00 €
Tarif 34 ^{ème} minute	29,00 €
Tarif 35 ^{ème} minute	35,00 €

Le stationnement est payant de 9 h à 19 h dans les zones jaune, orange et verte du lundi au samedi, sauf jours fériés. Le stationnement est réglementé de 8 h à 20 h dans la zone rouge, 30 minutes gratuites du lundi au samedi sauf jours fériés.

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

Des tarifs spécifiques ont aussi été créés pour certaines catégories de résidents ou de professionnels.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

1. Compte de résultat de TaM / DSP Stationnement :

Pour l'année 2022, le résultat net s'affiche à 665,6 K€, en hausse de 482 K€ par rapport à 2021 et en hausse de 649 K€ par rapport au contrat.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 798 K€ soit une augmentation de 13,4 % par rapport à 2021, et une hausse de 3,2 % par rapport au contrat. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes « *horaires* » pour 78,8 % soit 4 571 K€ (3 979 K€ en 2021 soit 77,8 %) ainsi que des recettes « *abonnés* » pour 21 % soit 1 218 K€ (1 117 K€ en 2021 soit 21,8%). Le montant des autres produits est de 9 K€.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 151 K€ en augmentation de 7 % par rapport à 2021 (4 813 K€). Elles se composent notamment pour 32,6 % des frais de personnels et frais de structure (1 680 K€ stable par rapport à 2021) ; pour 35 % de la redevance d'exploitation 2022 (1 801 K€ versée à la Ville de Montpellier) ; pour 16 % des amortissements et provisions ; 4,5 % des frais d'entretien et réparation ; 4,4 % des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 5 % des achats et consommables.

La redevance d'exploitation partie fixe 2022 est de 3 860 K€, soit 66,6 % du chiffre d'affaires 2022. Les frais de contrôle et de surveillance tels que définis au contrat à 8,70 € par FPS émis représentent 2 582 K€ (1 866 K€ en 2021). La redevance fixe, frais de gestion déduits, s'élève donc à 1 278 K€. Ces frais de gestion viennent ensuite en déduction du reversement des recettes FPS versées à la Métropole. La part variable de la redevance d'exploitation 2022 est de 80 % du chiffre d'affaires avec un seuil de déclenchement de 5,7 M€ de recettes. Le montant de la redevance d'exploitation partie variable 2022 est de 71 K€, soit 1,2 % du chiffre d'affaires. A cela s'ajoute une redevance de surperformance à hauteur de 442 K€. La redevance de contrôle s'élève à 10 K€. Les redevances perçues par la Ville de Montpellier s'élèvent au total à 4 383 K€.

L'engagement contractuel sur la politique d'entretien et de renouvellement est portée à 1 380 K€ sur la durée du contrat (avenant n°5). Le délégataire a réalisé 321 K€ de dépenses dont 207 K€ sur l'année 2022 pour des réparations suite à du vandalisme sur les horodateurs. La clause d'engagement financier prévoit un reversement pour solde à la Ville, des montants non dépensés.

Le programme prévisionnel d'investissements affiche 8,66 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4,95 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Les investissements à la fin de l'exercice 2022 s'élèvent à hauteur de 6,33 M€ dont 963,4 K€ sur 2022 (dont 78 horodateurs et 2 véhicules LAPI).

2. Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de l'ANTAI, sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole après déduction des frais de gestion, et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

La Ville de Montpellier a reçu 5 704 K€ de recettes provenant des FPS versés de l'ANTAI. Les frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de TaM, frais de traitement de l'ANTAI, frais de gestion Ville) ont représenté 2 986 K€. Après déduction de ces frais de gestion, la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole, la somme de 2 718 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n°M2023-235 du Conseil de Métropole du 11 juillet 2023.

IV) Conclusion et perspectives

Le stationnement sur voirie constitue un levier essentiel de la politique de mobilité et d'aménagement urbain. A la suite de l'avenant n°7 approuvé par délibération du 11 octobre 2022, des extensions du zonage du stationnement réglementé ont été mises en place, accompagnées des investissements nécessaires, notamment deux véhicules LAPI complémentaires.

Le contrat de délégation de service public arrive à son terme le 31 décembre 2024. Un choix devra s'opérer concernant le mode de gestion du stationnement payant sur voirie à partir du 1^{er} janvier 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2022 ;
- De prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2022 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- DSP Stationnement Rapport d'activité 2022.pdf
- Rapport RAPO 2022 V2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231211-252746-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 22/12/23
Réception en Préfecture : 22/12/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.